

6 Société et Culture

**Droits de l'Homme/Adhésion du Gabon aux instruments juridiques internationaux
Comment éviter la rupture avec les accords ratifiés ?**

Frédéric Serge LONG
Libreville/Gabon

C'est dans cet objectif qu'un double atelier s'est ouvert, hier, au siège de la Commission nationale des droits de l'Homme au quartier Kalikack à Libreville, pour, entre autres, finaliser l'élaboration des rapports aux organes de traités et valider le document de compilation des recommandations.



Photo : Frédéric Serge Long

On notait la présence du coordonnateur du système des Nations unies au Gabon, Stephen Jackson (d).

DANS le but de renforcer la culture des droits de l'Homme au Gabon et fidéliser le respect de ses engagements internationaux, la Commission nationale des droits de l'Homme situé au quartier Kalikack à Libreville organise deux ateliers. Le premier qui s'est ouvert hier pour prendre fin le 7 décembre vise à finaliser l'élaboration des rapports aux organes de traités. Le second, du 11 au 12 dé-

cembre, est axé sur la validation du document de compilation des recommandations des mécanismes internationaux des droits de l'Homme au Gabon. Notre pays a ratifié la majorité des instruments juridiques internationaux, à savoir le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, les Conven-

tions contre la torture, des droits des personnes vivant avec un handicap et sur l'élimination des discriminations à l'égard des femmes, etc. De ce fait, il a l'obligation de présenter leurs rapports de mise en œuvre à travers la rédaction de documents initiaux et périodiques, et de les soumettre ensuite aux mécanismes de surveillance



Photo : Frédéric Serge Long

Les officiels et les participants au terme de l'ouverture des travaux.

des Nations unies, selon une périodicité bien déterminée. Malheureusement, l'analyse sommaire de ces rapports révèle un grand retard, créant ainsi une rupture de l'adhésion du Gabon aux différents accords ratifiés.

Le secrétaire général du ministère de la Justice et des Droits humains, François Mangari, qui présidait l'ouverture de ces assises,

en présence du coordonnateur du système des Nations unies au Gabon, Stephen Jackson, et du vice-président de la Commission nationale des droits de l'Homme, Mgr Patrick Nguema Edou, a déclaré que leur objet s'inscrit dans la droite ligne de la politique générale du gouvernement, et de l'intérêt qu'il accorde au respect de ses engage-

ments internationaux relatifs aux droits de l'Homme. Pour lui, ces ateliers traduisent, par ailleurs, « la prise de conscience et l'urgence à agir quant à la mise en œuvre des recommandations des mécanismes des droits de l'Homme. » Le plus important étant d'aboutir, au final, à des politiques nationales, programmes et stratégies sectorielles de promotion nationale.

Gabon-Liban/ Appui à la santé

Des consommables médicaux et des lits au CHUL



Photo : LLIM

Une vue du matériel médical remis.



Photo : LLIM

L'ambassadeur du Liban, Aline Younes (d), remettant un carton de consommables médicaux au DG du CHUL.



Photo : LLIM

Une photo de famille a immortalisé le passage de la représentation libanaise au Gabon au CHUL.

LLIM
Libreville/Gabon

L'AMBASSEUR du Liban au Gabon, Aline Younes, a remis, hier après-midi, un lot de consommables médicaux

et une trentaine de lits d'hospitalisation au Centre hospitalier universitaire de Libreville (CHUL), le plus ancien et le plus grand centre hospitalier du pays. Le précieux don médical a été remis au directeur général du CHUL, Dr Eric

Baye, en présence des membres du corps médical. A cette occasion, Mme Younes n'a pas manqué de justifier ce geste de la part de la représentation diplomatique libanaise au Gabon. « Le travail entrepris au sein de l'hôpital est un travail humanitaire vi-

sant à soulager les patients au quotidien. Nous, mes compatriotes et moi, en tant que résidents ici au Gabon, avons voulu aujourd'hui offrir ce don pour appuyer et encourager les efforts du personnel soignant, mais aussi exprimer notre gratitude

au Gabon, à son peuple et son gouvernement. » Pour le directeur général du CHUL, ce don du Liban, tout comme les autres de même nature, est toujours le bienvenu, surtout en ces temps difficiles. "Il nous permettra de prendre en charge de façon ef-

ficace et efficiente les malades admis au sein de notre structure», a-t-il reconnu. Tout en réitérant ses remerciements au diplomate libanais, le Dr Baye a souhaité que ce don en appelle d'autres de même type ou encore plus.

Dans la foulée de la Journée mondiale de lutte contre le Sida

"OSEE" en soutien aux PVVIH du CTA de Nkembo

Cadette ONDO EYI
Libreville/Gabon

SELON l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'alimentation est le premier remède contre le VIH-Sida. Car, bien manger peut aider à retarder la progression du virus et des maladies liées au Sida. Une bonne nutrition améliore la qualité de vie des Personnes vivant avec le VIH (PVVIH) et aide à améliorer la résistance du système immunitaire, protégeant ainsi l'orga-

nisme contre l'infection. C'est dans cette optique que le mouvement associatif "On s'engage pour elles" (OSEE), s'est joint au Centre de traitement ambulatoire (CTA) de Nkembo, samedi dernier, pour commémorer la Journée mondiale de lutte contre le sida.

« Dans le cadre de la commémoration de ce 1er décembre, nous avons choisi de faire un don de produits de première nécessité, des vivres et de vêtements à l'association des PVVIH du CTA de Nkembo. Nous pensons qu'au delà des médicaments, les patients atteints



Photo : COE

La présidente de l'association OSEE, Paola Minkue (d), remettant le don au médecin-chef du CTA de Nkembo.

de VIH-Sida ont besoin d'avoir une bonne alimentation, qui est un facteur

majeur dans leur traitement. Et sachant que bon nombre de PVVIH sont des

personnes économiquement faibles, nous avons donc jugé utile de faire ce geste, en marge des actions de sensibilisation et de dépistage qui sont organisées par le CTA», a indiqué la vice-présidente de OSEE, Grâce Léa Nse Edou Sima. Occasion pour la porte-parole des bénéficiaires de remercier les donateurs, et inviter les PVVIH à plus d'effort dans la lutte contre la maladie. « Le message que nous lançons aujourd'hui est d'inviter les populations au dépistage. Venez-vous faire dépister ! A l'endroit des pouvoirs publics, je dirais qu'il faut re-

doubler d'efforts. Aujourd'hui, le bilan (médical) reste un frein à la prise des ARV et aussi une cause de la co-infection et même la contamination. Parce que encore coûteux pour les malades dont la majorité n'a pas de moyens de s'offrir ces bilans», a plaidé Mme Moussounda, présidente de l'association Famille unie du CTA de Nkembo. A noter que OSEE est une association féminine qui a pour leitmotif la sensibilisation, la formation et l'accompagnement des femmes à l'autonomisation.